

CONDITIONS GENERALES DE VENTE

Art. I - APPLICATIONS

Les présentes conditions générales de vente (CGV) constituent le socle de la négociation commerciale et sont systématiquement adressées ou remises à chaque acheteur pour lui permettre de passer commande.

En conséquence, sauf convention contraire, le fait de passer commande implique l'adhésion entière et sans réserve de l'acheteur à ces conditions générales de vente, et aucune condition particulière ne peut, sauf acceptation formelle et écrite émanant du vendeur, prévaloir contre les présentes conditions générales de vente.

La société **«COM MILLE FOIS»** sera désignée ci-après par «le Vendeur». L'acquéreur sera désigné dans le texte ci-après par «le Client, l'Acheteur ou l'Acquéreur ».

Le vendeur se réserve le droit de modifier les présentes conditions générales à tout moment.

Art. II - COMMANDES

Par commande, il faut entendre tout ordre portant sur nos produits figurant sur nos tarifs, et accepté par notre société, accompagnée du paiement de l'acompte éventuellement prévu, sur le bon de commande.

Pour être valable, la commande doit préciser notamment la quantité et la qualité de produits vendus ainsi que le prix convenu, le lieu de livraison ou de l'enlèvement ainsi que la nature des prestations. Les commandes ne seront définitives, même dans l'hypothèse où elles seront prises par l'intermédiaire des représentants ou employés de l'acheteur, que lorsqu'elles auront fait l'objet d'un devis écrit émis par le vendeur et expressément accepté par le client (correspondance, fax, courrier électronique).

Sauf convention particulière, l'acceptation du devis entraîne pour l'acheteur acceptation des conditions de vente du vendeur, la reconnaissance d'en avoir parfaite connaissance et la renonciation à se prévaloir de ses propres conditions d'achat.

Le bénéfice de la commande est personnel à l'acheteur et ne peut être cédé sans l'accord du vendeur.

Art. III - MODIFICATION OU RESILIATION DE LA COMMANDE.

Toute modification de la composition ou du volume de la commande ayant fait l'objet d'un devis accepté par l'acheteur ne pourra être prise en considération, que si elle est parvenue par écrit au vendeur (lettre, télécopie, courrier électronique) avant émission par celui-ci du bon à tirer. En cas de modification de la commande, le vendeur ne sera plus tenu par les délais initialement convenus.

Aucune commande ne pourra être modifiée à compter de la passation de commande par le vendeur des matières premières et fournitures nécessaires à la réalisation des produits commandés par l'acheteur.

Toute résiliation de commande intervenant à compter de l'acceptation du devis par le client ne pourra donner lieu à restitution des acomptes versés par l'acheteur.

Les modifications ou résiliations de commandes devront être adressées par l'acheteur à l'adresse suivante : **«SARL COM MILLE FOIS, 154 rue Emile Normandin, 17000 LA ROCHELLE ».**

Art. IV - PRIX

Les produits et services sont facturés au tarif en vigueur au moment de la passation de la commande exprimés en euros et tenant compte de la TVA applicable au jour de celle-ci. A l'exception des ventes faites avec prise en charge des frais de transport, les tarifs sur les produits ne tiennent pas compte des éventuels frais de livraison.

Sauf dispositions contraires, les prix figurant sur les devis établis par la société **«COM MILLE FOIS»** ne sont valables que pour une durée d'un mois.

Art. V - DELAIS

Sauf mention expresse du vendeur, tout délai porté sur l'un quelconque des documents du vendeur est indicatif. Le non respect des délais par le vendeur ne saurait ouvrir droit pour l'acheteur au versement d'une indemnité, ni résiliation de commande, ni paiement différé.

Le délai de réalisation des prestations commence à courir dès réception de l'acompte versé par l'acheteur, de la réception des matières premières et fournitures nécessaires à la réalisation de la commande, ainsi qu'à compter de l'expiration d'un éventuel délai nécessaire à l'achèvement de prestations conditionnant l'éventuelle pose des produits commandés (travaux de façade, enduit, nettoyage de surface...).

Art. VI - DELIVRANCE

Sauf convention contraire, la livraison s'effectue conformément à la commande par transport par le vendeur des produits commandés à l'adresse figurant sur la commande.

Sauf stipulations contraires, les délais de livraison n'ont qu'une valeur indicative et sont susceptibles de varier notamment en fonction des possibilités d'approvisionnement des matières premières, des capacités de fabrication et des modalités de transport de marchandises vendues.

Tous les frais de livraisons supplémentaires des produits, notamment de stockage, de logistique, de transport, d'assurance concernant les commandes comportant une date définitive de livraison acceptée d'un commun accord entre l'acheteur et le vendeur et qui ne seraient pas réceptionnées à la date convenue, du fait de l'acheteur, seront exclusivement à la charge de ce dernier, qui en devra remboursement intégral au vendeur, à sa première demande, si celui-ci en a fait les avances.

En toute hypothèse, la livraison dans les délais ne pourra intervenir que si l'acheteur a satisfait à ses obligations, notamment financières envers le vendeur.

Sauf cas du transport des produits vendus par les soins du vendeur ou son mandataire, ils sont remis directement au transporteur et voyagent, dès leur sortie des ateliers et entrepôts du vendeur, aux seuls frais, risques et périls de l'acheteur.

Les livraisons sont effectuées franco de port. Les frais d'expédition et de manutention, ainsi que tous autres frais, honoraires, taxes et/ou frais de douanes seront supportés par l'acheteur.

Le vendeur ne pourra être tenu pour responsable des pertes ou dommages causés aux produits à compter de la remise de ceux-ci au transporteur de l'acheteur, de la sortie des entrepôts du vendeur ou de l'enlèvement par le transporteur des produits au siège social ou tout entrepôt de la société **«COM MILLE FOIS»**.

L'acheteur aura toujours la faculté de procéder à l'enlèvement des produits vendus dans les ateliers ou entrepôts du vendeur après y avoir été invité par ce dernier, la délivrance des produits se faisant lors de la remise du bon d'enlèvement.

A défaut d'enlèvement par l'acheteur des produits dans les magasins ou entrepôts du vendeur à la date prévue, il sera fait application d'une indemnité fixée forfaitairement à 15 % du montant total TTC des produits devant être enlevés, et ce dès le jour suivant la date initialement fixée.

Dans tous les cas, l'acheteur, devra systématiquement, en cas d'avaries, de pertes ou de retards, en informer par écrit le vendeur dans un délai franc de 48 heures suivant réception des produits vendus ou façonnés livrés.

Il appartiendra à l'acheteur de fournir toute justification quant à la réalité des vices, anomalies ou défaut de conformité constatés lors de la délivrance des produits. Il devra laisser au vendeur toute facilité pour procéder à la constatation de ces vices afin de pouvoir y remédier.

L'acheteur s'abstiendra d'intervenir lui-même ou de faire intervenir un tiers à cette fin.

S'agissant des produits vendus, les conditionnements, poids et mesures au départ font foi des quantités livrées ou enlevées.

Art. VII - GARANTIE

Les produits vendus sont garantis contre tout défaut caché de matière, de fabrication ou de conception les affectant et les rendant impropre à leur destination, sauf en présence d'un acheteur professionnel de même spécialité.

La garantie des vices cachés devra être mise en œuvre par l'acheteur dans un délai de 2 ans à compter de la découverte du vice par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au vendeur, à peine de forclusion.

La seule obligation de garantie incombant au vendeur sera, à son choix, le remplacement gratuit ou la réparation du produit ou de l'élément reconnu défectueux par ses services, sauf si ce mode de dédommagements s'avère impossible ou disproportionné.

Pour bénéficier de cette garantie, tout produit devra être, au préalable, soumis au service après-vente du vendeur dont l'accord écrit est indispensable pour tout remplacement ou réparation.

Aucune indemnité de quelque nature ne pourra être réclamée par l'acheteur en cas d'immobilisation du bien ou du fait de l'application de cette garantie.

La présente garantie de vices cachés ne saurait être mise en œuvre s'agissant de vices apparents non décelés dès délivrance des produits. Sont également exclus de la garantie les défauts, détériorations provoqués par l'usure naturelle, par un élément extérieur (incendie, inondations, chocs thermiques, vent violent, foudre, orage, gel, catastrophes naturelles, surtensions électriques, animaux, insectes, feuilles, branches d'arbres, chocs, vandalisme...), par une utilisation anormale des produits au regard de leur destination ou par une modification du produit non prévu ni spécifié par le vendeur.

Sont exclus de la garantie tous dommages ayant pour origine une intervention, une mauvaise manipulation du client ou toute autre personne non autorisé par le vendeur sur le produit ainsi que le défaut d'entretien de la part de l'acheteur.

Toutes réclamations émanant de l'acheteur concernant un défaut apparent ou la non-conformité du produit à la commande devront être faites par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de 48 heures suivant la livraison, la pose ou l'enlèvement dans nos établissements des produits.

L'acheteur devra en outre faire mention de ces défauts apparents ou de la non-conformité sur la facture ou le bon de livraison, immédiatement lors de la pose ou du retrait dans nos établissements l'acheteur et le vendeur concevant un exemplaire identique de ce document contresigné.

Dans les cas où la présente garantie ne pourra être mise en œuvre, l'acheteur supportera le coût de manutention, d'expédition, de réparation ou de remplacement, ainsi que tous les frais qui en seront les accessoires.

Seront exclus de la présente garantie et donneront lieu à paiement par l'acheteur des frais correspondant à une intervention injustifiée du vendeur ou de toute autre société mandatée par lui sur des produits vendus.

Dans le cas où la pose des produits nécessite l'obtention d'une autorisation administrative ou privée (autorisation de travaux, accord de la copropriété...), le client sera seul tenu d'effectuer toute démarche nécessaire en ce sens et sera seul responsable des conséquences de son refus, ou du non respect de celle-ci vis-à-vis des tiers.

La non-obtention de cette autorisation ne saurait engager la responsabilité du vendeur et ne peut constituer pour l'acheteur un motif de résiliation de la commande.

L'acheteur sera seul tenu pour responsable des conséquences dommageables liées à la pose des produits livrés ou enlevés vis-à-vis des tiers et s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant ce risque auprès d'une compagnie notoirement connue.

La responsabilité contractuelle de la société **«COM MILLE FOIS»** pour non-respect des présentes conditions générales de vente ne pourra excéder les montants payés par l'acheteur pour les produits en cause.

S'agissant des réparations effectuées en dehors de la garantie ou après expiration de celle-ci, les tarifs seront conformes à ceux applicables aux réparations autorisées ayant cours chez le vendeur.

Art. VIII - RETOURS

Aucun retour de produits ne pourra être effectué par le client sans l'accord exprès préalable par écrit du vendeur.

L'acheteur devra assurer, à ses frais, risques et périls, le retour des produits. A ce titre, il devra supporter l'intégralité des frais liés au transport et devra s'assurer du conditionnement des produits afin de permettre leur réception par le vendeur dans les meilleures conditions de conservation et de protection.

Les frais concernant le retour de produits, accepté préalablement, seront à la charge de l'acquéreur. Ce dernier obtiendra remboursement par le vendeur des frais engagés si les produits retournés entrent dans la mise en œuvre de la garantie.

Art. IX - FACTURATION

Une facture est établie par le vendeur lors de la délivrance des produits vendus, soit au moment de l'enlèvement de ceux-ci par l'acheteur dans les locaux et entrepôts du vendeur, soit lors de la délivrance de ceux-ci à un transporteur ou soit lors de la livraison des produits par les soins du vendeur.

Art. X - PAIEMENT

Toute passation de commande constatée par un devis accepté entraine le règlement par l'acheteur d'un acompte fixé à 40 % de la valeur totale TTC de celle-ci.

Tous les projets réalisés en exécution d'une commande du client dont il ne serait pas donné suite en tout ou partie, seront facturés au temps passé et au coût des matières premières et fournitures employées, évalué forfaitairement au montant de l'acompte versé par le client lors de la passation de commande.

Le solde du prix devra être réglé lors de la facturation par le vendeur, soit lors de l'enlèvement des produits par l'acheteur ou son mandataire, ou soit lors de l'achèvement des travaux de pose par le vendeur.

En cas de retard de paiement, le vendeur pourra suspendre toutes les commandes en cours, sans préjudice de tout autre recours contre le débiteur défaillant.

Toute somme non payée à la date de remise de la facture ou à l'échéance figurant sur celle-ci entrainera de plein droit, passé un délai de 5 jours francs, l'application de pénalités de retard calculées sur la base de trois fois le taux d'intérêt légal sur le montant total TTC de celle-ci, et ce sans qu'il soit nécessaire à de procéder à une mise en demeure préalable du débiteur.

En cas de défaut de paiement dans le délai de 8 jours francs suivant une mise en demeure restée infructueuse, toute commande en cours sera résiliée de plein droit, si non semble vendeur, qui pourra demander, en référé, la restitution des produits qui n'ont pas été réglés, sans préjudice de tout autre demande de dommages et intérêts.

En cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement.

Dans tous les cas, les sommes qui seraient dues pour d'autre livraison, ou pour toute autre cause, deviendront immédiatement exigibles si le vendeur n'opte pas pour la résolution des commandes correspondantes.

L'acheteur devra rembourser au vendeur tous les frais, en principal et accessoires, occasionnés par le recouvrement amiable ou contentieux des sommes dues, y compris les honoraires d'officiers ministériels.

Toute facture non réglée de son solde à son échéance sera majorée d'une indemnité fixée forfaitairement à 15 % du montant total TTC des sommes dues.

Le vendeur n'entend consentir aucun escompte pour paiement comptant ou à une date antérieure à celle résultant des conditions générales de vente.

Art. XI - RISQUES

Le vendeur supporte les risques de détérioration et perte liés au stockage, au transport par ses soins ou son mandataire des produits vendus de ses entrepôts ou ateliers jusqu'au lieu de livraison et des risques liés à la pose par lui de ses produits.

En cas de non réalisation par le vendeur des travaux de pose et de la livraison des produits vendus, celui-ci supporte les risques jusqu'à l'enlèvement par l'acheteur des produits vendus dans les ateliers ou entrepôts du vendeur ou remise des produits à son transporteur. Dans ce cas, les marchandises voyagent aux risques et périls de l'acheteur auquel il appartient systématiquement, en cas d'avarie, de perte ou de retard, de formuler toutes contestations nécessaires et d'émettre toutes réserves écrites, précises et complètes par lettre recommandée avec avis de réception ou par exploit d'huissier auprès du transporteur dans un délai de 3 jours suivant réception des produits livrés et d'exercer tous recours auprès du transporteur responsable dans les conditions des articles L. 133-1 et suivants du code de commerce.

Dans tous les cas, l'acheteur, devra systématiquement, en cas d'avaries, de pertes ou de retards, en informer par écrit le vendeur dans un délai franc de 48 heures suivant réception des produits vendus livrés.

Le transfert de garde des produits au profit de l'acheteur, au sens de l'article 1384 du code civil, est réalisé lors de la délivrance de ceux-ci suivant l'enlèvement des produits vendus par l'acheteur dans des locaux et entrepôts du vendeur ou lors de l'achèvement de la pose de ceux-ci par le vendeur ou tout autre personne mandatée par lui à cette effet.

Art. XII - RESERVE DE PROPRIETE.

Le vendeur conserve la propriété des produits vendus jusqu'à complet paiement du prix de ceux-ci par le client, en principal et accessoires, même en cas d'octroi de délais de paiement. Toute clause contraire, notamment insérée dans les conditions générales d'achat, est réputée non écrite.

Si l'acheteur venait à faire l'objet d'une procédure collective, le vendeur se réserve le droit d'exercer une action en revendication dans le cadre de la procédure sur les produits vendus restés impayés en stock ou sur la fraction du prix de vente restant à devoir au client.

Tout acompte versé par l'acheteur restera acquis au vendeur à titre d'indemnisation forfaitaire, sans préjudice de toutes autres actions qu'il serait en droit d'intenter à l'encontre de l'acheteur défaillant.

La présente clause ne fait pas obstacle au transfert des risques sur les produits à l'acheteur dans les conditions fixées à l'article ci-dessus.

Art. XIII - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le vendeur conserve sur ses études, projets, prototypes, maquettes, dessins, modèles et documents (ci-après désigné sous le terme «projets») se rapportant à la réalisation de commandes, tous les droits de propriété intellectuelle. Tous ces projets devront être restitués au vendeur à sa demande et demeurent sa propriété entière et exclusive. Ils ne peuvent être reproduits, diffusés, ou utilisés par le client ou tout autre tiers. Ils ne pourront faire l'objet d'aucune formalité de dépôt visant à leur protection par le droit de propriété industrielle sauf par le vendeur.

Le client reconnaît que tous les documents fournis au vendeur en vue de l'exécution de la commande demeurent sa propriété exclusive et qu'il est seul titulaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur ceux-ci.

Le client garantit le vendeur contre toute action en revendication qui pourrait être intentée à son encontre sur le fondement de l'exécution d'une commande ayant pour objet l'incorporation d'un élément protégé au titre de la propriété industrielle, de la propriété intellectuelle, ou d'un quelconque droit privatif.

A ce titre, le vendeur ne pourra encourir aucune responsabilité de par l'utilisation, la reproduction sur tout support ou la diffusion par tout moyen de tout ou partie d'un élément, notamment support, œuvre, photographie, logo, charte graphique, dessins, fournis par le client et incorporé au produit réalisé.

La remise par le client de tout ou partie d'un élément au vendeur en vue de son incorporation par tout moyen dans le produit réalisé n'emporte pas transfert au profit de ce dernier des droits de propriété intellectuelle détenus par lui.

Sauf mention expresse dérogatoire et individualisant chaque droit, le vendeur conserve l'ensemble des droits de propriété intellectuelle sur les produits réalisés en exécution de la commande du client.

Sauf disposition expresse dérogatoire, le vendeur conserve le droit de reproduction sur tout support des œuvres nouvelles créés par lui.

Sauf mention expresse contraire, le client autorise le vendeur à exposer en toute manifestation telle que foire, salon, exposition, et sur ces documents publicitaires et commerciaux, les projets et/ou produits réalisés par lui incorporant tout ou partie d'un élément préexistant fourni par lui.

Art. XIV - FORCE MAJEURE

La responsabilité du vendeur ne pourra être mise en œuvre si l'inexécution ou le retard dans l'exécution de l'une quelconque de ses obligations décrites dans les présentes conditions générales de vente découle d'un cas de force majeure. A ce titre, la force majeure s'entend notamment de tout événement extérieur à la volonté du débiteur, imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1148 du Code civil.

Art. XV - COMPETENCE - LITIGES

A défaut de règlement amiable, seront seuls compétents en cas de litige de toute nature ou de contestations relatives notamment à la formation, à l'interprétation ou l'exécution de la commande, des présentes conditions générales de vente ou des factures, les Tribunaux de Commerce du lieu du siège social du vendeur. En présence d'un acheteur non professionnel, le vendeur devra saisir toute autre juridiction compétente.

Cette clause s'applique même en cas de procédure en référé, de demande incidente ou de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, et quelles que soient les modalités de paiement, sans que les clauses attributives de juridiction pouvant exister sur les documents des acheteurs puissent faire obstacle à l'application de la présente clause.

Pour tout litige relevant de l'application du droit de la propriété intellectuelle, seul le Tribunal de Grande Instance est compétent.